

27/07/08

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE

LE MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

(MINISTERE CHARGE DE LA PECHE)

ET

LA SOCIETE DAE YOUNG FISHERIES Pty Ltd

(SOCIETE)

**SUR LA CONDUITE D'UNE PECHE COMMERCIALE DES THONS
DANS LA ZEE MALGACHE**

**< CAS DES NAVIRES DES SOCIETES ETRANGERES
BATTANT PAVILLON ETRANGER >**

(Ce protocole comprend dix sept pages y compris celle-ci et les six appendices)

Article 0 : Conditionnalité du protocole

Pour chaque campagne de pêche, le présent protocole est conditionné par le paiement d'une avance de 500 US\$ par navire. Cette avance est défalquée au prorata de la grille de redevance pour chaque navire au moment de la délivrance de la licence. En cas de non-exécution du protocole selon les clauses de l'article 19, celui-ci (ie le protocole) devient caduc et la somme versée n'est plus remboursable.

Cette avance sera payée auprès de la Banque Centrale de la République de Madagascar avec le libellé « Avance de redevance sur licence de pêche du ou des navire(s) <NOM DU NAVIRE> dont 20% en faveur du Fonds de Développement Halieutique et Aquicole » au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45.

La copie de la quittance de paiement fera partie intégrante du protocole. La date de signature du protocole ne doit pas être antérieure à celle de la quittance de paiement.

Article Premier : Zone de pêche

La zone de pêche dans laquelle s'applique ce Protocole d'Accord est la Zone Economique Exclusive au-delà de la bande de 12 miles nautiques à compter des lignes de base conformément à la réglementation malgache. La ligne de base tiendra compte des îles suivantes : Nosy Be, Nosy Lava sur la côte Ouest et Sainte Marie sur la côte Est.

Article 2: Les espèces cibles

Seules les espèces de thons et les espèces assimilées sont autorisées pour chaque campagne de pêche couverte par le présent protocole.

Toutes les espèces prohibées et défendues, soit par les réglementations nationales ou internationales doivent être remises à l'eau dans les meilleures conditions possibles.

Article 3 : Bateaux et techniques de pêche

Pour la réalisation de la pêche, la SOCIETE est autorisée à utiliser au total trente (30) navires de type palangrier battant pavillon étranger.

Toutefois, à la demande de la société, le nombre de navires pourrait être augmenté à soixante (60) au total ; un avenant sera ainsi dressé pour mentionner les modifications.

La technique de pêche pouvant être utilisée à la capture est :

- la palangre

Aucun engin de pêche outre celui ou ceux précisés ci-dessus ne doit être présent à bord du navire.

Les caractéristiques des navires, dûment certifiées par les autorités compétentes du pays où ils ont été enregistrés, doivent être jointes à la demande de licences (Appendice 1) à adresser au Ministère chargé de la Pêche. La date de délivrance de ce certificat ne doit pas dépasser trois (03) mois.

Tous les navires doivent être conformes aux dispositions réglementaires du Code Maritime. Le Ministère chargé de la Marine marchande doit délivrer les autorisations de navigation après visite de mise en service des navires.

Le Centre de Surveillance des Pêches doit inspecter et contrôler les installations de pêche, les locaux servant au traitement et à la conservation du poisson (à bord), la balise satellite et le système de communication HF/VHF dès l'arrivée à Madagascar des navires cités à l'Article 3. Toutefois, le Centre de Surveillance des Pêches peut faire des contrôles et inspections inopinés

Les navires doivent arborer les marques d'immatriculation et l'indicatif d'appel conformément aux normes internationales et à la réglementation Malagasy. Toutes les marques devraient être apposées sur les deux côtés du navire (bâbord et tribord). Les dimensions minimales de chaque lettre sont de 45 cm de hauteur et de 6 cm de largeur. Ces marques doivent être peintes en blanc sur fond noir ou en noir sur fond blanc. L'indicatif d'appel doit être écrit sur la partie latérale la plus visible du navire et aussi haut que possible.

Les engins de pêche fixes, doivent arborer le N° d'autorisation du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE porté sur la licence de pêche. Les engins doivent être signalisés.

Article 4: Conditions d'exercices de la pêche

- a) Utilisation de balise satellite de positionnement (de type Inmarsat C, ARGOS, ...) une position par heure et 24 positions par jour selon les dispositions définies en appendice 3.
- b) Débarquement de la totalité de la capture en rade. Aucun transbordement en haute mer ne peut être effectué. Pour le suivi des captures un journal de bord (Log book) sera institué.
- c) Les détentions à bord des captures accidentelles ne sont pas autorisées et doivent être remises à l'eau vivantes ou mortes.

Article 5: Croquis et caractéristiques des engins de pêche

L'armateur est tenu de déposer le croquis et les caractéristiques détaillés des engins de pêche au Centre de Surveillance des Pêches. Le navire ne peut quitter le port sans l'avis favorable du Centre.

Article 6 : Licence de pêche

La pêche ne peut être effectuée que par les navires munis d'une licence de pêche délivrée par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE. La licence de l'année en cours est délivrée suivant les mois correspondants aux redevances payées et la validité de celle-ci ne doit pas dépasser le 31 décembre. Une autre licence est délivrée pour les mois de l'année suivante au prorata des redevances payées. Le renouvellement se fait obligatoirement sur demande écrite à adresser au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE au moins quinze jours ouvrables avant la date de début de l'activité de pêche. Le croquis, photos et les caractéristiques détaillés des engins de pêche et du navire ainsi que l'autorisation de naviguer, le certificat de nationalité du navire doivent être joints à la demande de licence. Le numéro d'enregistrement du navire dans la liste positive de la CTOI doit figurer obligatoirement avec la demande.

L'original ou, à défaut, une copie de la licence ou une autorisation provisoire de pêche doit être détenu à bord du navire pour être présenté aux agents officiels de la République de Madagascar.

La licence ne peut être délivrée qu'après présentation de la preuve de paiement des redevances et après virement effectif auprès de la Banque Centrale de Madagascar.

Article 7 : Remplacement d'un navire

La licence n'est pas transférable automatiquement. En conséquence, le remplacement d'un navire par un autre ne peut se faire que sur autorisation du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE après analyse des caractéristiques du navire remplaçant. Le cas échéant, le navire de remplacement sera muni d'une nouvelle licence de pêche à délivrer par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE suivant les conditions stipulées dans le présent Protocole.

Article 8 : Durée du protocole et renouvellement

La durée du Protocole qui prend effet à partir de sa date de signature par les parties concernées est de trente six (36) mois. Si aucune licence n'est demandée dans un délai de trois (3) mois à la date de la signature du protocole, celui-ci devient caduc et non avenu.

La demande de renouvellement doit être adressée au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE par la Société trois (3) mois avant la fin de la période du présent Protocole.

Nonobstant le paragraphe premier, le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut en tout temps annuler le présent protocole si des indications de surexploitation de la ressource sont enregistrées ou démontrées sur le fondement de critères techniques. Néanmoins, les licences délivrées pour l'année en cours resteront valides jusqu'au 31 décembre, mais ne seront plus renouvelées.

Article 9 : Redevance

En terme du présent protocole, la société versera à la République de Madagascar les redevances totales se rapportant à la grille des redevances portées en appendice 5.

En sus des redevances sur l'obtention de la licence, chaque navire doit payer un droit d'entrée dans la Zone Economique Exclusive. Ce droit d'entrée est valable pour une seule campagne de pêche dont le montant est fixé à 1 000 US\$. Il sera versé dans le compte BMOI MG / 0000307011100136 CENTRE DE SURVEILLANCE DE PECHE. Quel que soit le motif, ce droit d'entrée ne fera pas l'objet de remboursement.

Article 10 : Mode de paiement des redevances

La redevance est payable d'avance uniquement en devises par chèque certifié auprès de la Banque Centrale de la République de Madagascar avec le libellé « redevance sur licence de pêche du navire <NOM DU NAVIRE> dont 20% en faveur du Fonds de Développement Halieutique et Aquicole » au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45

Article 11 : Contribution volontaire (ECOVERT)

Pour la protection de l'environnement marin et l'écosystème aquatique et pour le renouvellement des ressources halieutiques, la société versera au Ministère chargé de la Pêche une contribution volontaire par bateau et pour chaque campagne de pêche, dont le montant sera défini ultérieurement. Elle sera versée dans un compte qui sera communiqué plus tard.

Article 12 : Rapports de pêche

Pendant ses activités dans la Zone Economique Exclusive malgache, le capitaine du bateau est tenu de remplir une fiche de pêche suivant le modèle porté en appendice 4.

Cette fiche de pêche mensuelle remplie en deux (2) exemplaires sera retournée par voie recommandée avec accusé de réception au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE aux adresses suivantes par la Société. Le 1^{er} exemplaire à Monsieur Le Directeur de la Pêche BP 1699 Ampandrianomby ANTANANARIVO MADAGASCAR et le 2^{ème} à Monsieur Le Chef du Centre de Surveillance des Pêches, B.P : 60114 ANTANANARIVO, MADAGASCAR.

Le capitaine doit transmettre au Centre de Surveillance des Pêches un résumé succinct de ses activités (zone de pêche, capture, effort de pêche) une fois par semaine.

En outre, le capitaine établira également un rapport sur les autres bateaux qu'il a vus pêcher dans la Zone Economique Exclusive malgache en indiquant notamment leur nom, pavillon, type, indicatif d'appel, position, date où il les a observés. La Société enverra ce rapport de pêche au Centre de Surveillance des Pêches.

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut exiger à la Société d'autres renseignements complémentaires, si besoin est.

Article 13 : Déclaration d'entrée et de sortie de la Zone Economique Exclusive malgache

La Société ou le Capitaine du navire doit signaler 03 heures à l'avance leur intention de rentrer dans la Zone Economique Exclusive malgache. Le Capitaine du navire pratiquant la pêche doit notifier au moins vingt-quatre heures à l'avance, au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar, par télécopieur (n°261-20-22 49014) (Inmarsat 00 870 764 145 770) leur intention de sortir de la zone de pêche malgache. Il doit notifier également les quantités estimées de captures (par espèce) effectuées pendant son séjour dans la zone de pêche malgache, lors de la notification de son intention de sortir.

Les messages doivent s'effectuer pendant les heures et jours ouvrables applicables à Madagascar.

Article 14 : Observateurs et marins

Compte tenu des spécificités et des particularités de leurs opérations de pêche ainsi que des difficultés exprimées par la Société concernant l'embarquement des marins et d'un observateur malgache, les palangriers autorisés dans le cadre de ce protocole seront dispensés, à titre exceptionnel, de l'obligation d'embarquer des marins malgaches ainsi que celle d'accueillir un observateur à bord.

A titre de compensation de ces mesures d'exemption, la Société versera une contribution financière destinée au développement de la petite pêche artisanale et dont le montant est de 500 USD par navire opérant dans la ZEE malgache pour chaque campagne de pêche. Cette compensation doit être versée au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45.

Article 15 : Inspections et surveillance des activités de pêche

La montée à bord et l'accomplissement des tâches de tout agent dûment mandaté par la République de Madagascar chargé de l'inspection et de contrôle de surveillance des pêches doivent être facilités.

Procédure en cas d'arraisonnement :

a) Transmission de l'information

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE informe la Société dans un délai maximum de 48 heures, de tout arraisonnement d'un navire de pêche opérant dans le cadre du protocole. De même, la Société est tenue informée du déroulement des procédures entamées et des sanctions prises.

b) Règlement de l'arraisonnement

Conformément aux dispositions de la loi des pêches et des règlements y afférents, l'infraction peut se régler :

- soit par voie transactionnelle, et dans ce cas, le montant de l'amende est appliqué conformément aux dispositions de la loi à l'intérieur d'une fourchette comprenant un minimum et un maximum prévu dans la législation malagasy
- soit par voie judiciaire au cas où l'affaire n'a pas pu être réglée par la procédure transactionnelle

Pour les deux cas, la main levée du navire est obtenue et son équipage est autorisé à quitter le port :

- soit dès l'accomplissement des obligations découlant de la procédure transactionnelle sur présentation du récépissé du règlement ;
- soit dès le dépôt d'une caution bancaire destinée à garantir le paiement des amendes, confiscation et frais encourus en attendant l'accomplissement de procédure judiciaire, sur présentation d'une attestation de dépôt de caution.

Article 16 : Suivi satellitaire

En application de l'arrêté 1613/2002 du 31 juillet 2002 (appendice 3) portant adoption d'un système de suivi satellitaire à bord de tout navire opérant dans le secteur de la pêche, chacun des navires énumérés à l'article 3 doit être équipé d'une balise satellite de positionnement de type Inmarsat C ou ARGOS.

A cet effet, chaque navire doit transmettre au Centre de Surveillance des Pêches une position par heure et 24 positions par jour.

Les renseignements à transmettre par l'armateur au Centre de Surveillance des Pêches pour le bon déroulement du système sont en appendice 3. En cas de non fonctionnement de la balise, le navire doit se référer à l'appendice 3.

La délimitation ainsi que les coordonnées des points marquant les zones de pêche malagasy sont données lors de la délivrance de la licence.

Article 17 : Prévention

Le capitaine du bateau prendra toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir la pollution ou toute autre action portant préjudice à la nature de l'océan et des ressources biologiques marines.

Article 18 : Règlement des différends

Tout différend résultant de l'application du présent Protocole sera réglé à l'amiable. Si le règlement à l'amiable s'avère impossible, le litige sera soumis à l'examen d'un arbitrage dont la composition sera arrêtée par les deux parties.

Article 19 : Dénonciation ou renonciation

L'une des deux parties peut renoncer au Protocole si ce dernier est déjà exécuté, en informant l'autre au moins trois (3) mois avant la date à laquelle, elle pense rendre effective sa renonciation. Pendant ce temps, les deux parties régleront entre elles tout problème en suspens.

Article 20 : Langue utilisée pour le protocole

Le présent protocole est élaboré en version française. La Société peut traduire en d'autres langues. Toutefois seule la version française est signée par les deux parties et est valable en cas de litige ou de discussion.

Article 21 : Adresses pour les correspondances

Pour leurs correspondances, les deux parties utiliseront toutes les formes de communication comprenant notamment l'envoi postal, le courrier express par avion, le télégramme, le télex, le fax, ... aux adresses suivantes :

Pour la République de Madagascar
Ministère de la Pêche et des Ressources
Halieutiques
BP : 1699 Antananarivo
Tél : 261 20 22 406 50
Fax : 261 20 22 409 00 ou 490 14

Pour la Société
Société DAE YOUNG FISHERIES Pty Ltd
Suite n°9, 240 Longueville Road, Lane
Cove, Sydney, NSW 2066 Australia
Tél: (61-2) 9420 4002
Tél : (61) 40 983 1054
Fax : (61-2) 9420 3834
E-mail : daeyoung@bigpond.net.au

Fait à Antananarivo le, 29 SEPT 2009

Pour la République de Madagascar
Le Ministre de la Pêche et des Ressources
Halieutiques



Pour la Société DAE YOUNG
FISHERIES Pty Ltd

